

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau de la réglementation
et de l'environnement

ARRÊTÉ

CARRIERES BRESSE BOURGOGNE (C2B)
Zone Portuaire Sud
71380 EPERVANS

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

Carrière située aux lieux-dits
« Les Avoinières » et « Les Petits Prés »
Commune d'Ouroux-sur-Saône

N° 213213-0013

Vu le code de l'environnement, livre V, et notamment son article R512-31,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié le 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D2B4-01-4033 délivré à la société CARRIERES BRESSE BOURGOGNE (C2B) le 27 novembre 2001 pour l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires située aux lieux-dits « Les Avoinières » et « Les Petits Prés » à Ouroux-sur-Saône, pour une durée de 11 ans,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013/312 du 8 juillet 2013 portant prescription d'une fouille archéologique préventive

Vu le procès verbal de récolement suite à la cessation partielle d'activité de la carrière en date du 24 octobre 2011,

Vu la demande de modification des conditions de remise en état présentée le 25 octobre 2012 par la société CARRIERES BRESSE BOURGOGNE (C2B) pour sa carrière située aux lieux-dits « Les Avoinières » et « Les Petits Prés » à Ouroux-sur-Saône,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 24 mai 2013,

Vu l'avis en date du 27 juin 2013 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation, spécialisée des carrières, au cours de laquelle l'exploitant a eu la possibilité d'être entendu,

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance par mail du 11 juillet 2013,

Considérant qu'il n'y a plus d'extraction de matériaux sur ce site depuis 2010,

Considérant que le pétitionnaire a fourni les éléments établissant la constitution des garanties financières nécessaires,

Considérant que le pétitionnaire a fourni les droits d'exploiter ou d'utiliser les terrains,

Considérant que la demande est sollicitée afin de terminer les travaux de remise de la carrière,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire

ARRETE

ARTICLE 1er - TITULAIRE

La société CARRIERES BRESSE BOURGOGNE (C2B) dont le siège social est situé zone Portuaire Sud - 71380 Epervans est autorisée à modifier les dispositions de remise en état de sa carrière située à Ouroux-sur-Saône aux lieux-dits « Les Avoinières » et « Les Petits Prés » dans les conditions fixées aux articles suivants.

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2001 ainsi que les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

ARTICLE 2 - TRAVAUX DE REMISE EN ETAT

Les dispositions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2001 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les modalités de remise en état du plan d'eau 2a sont celles indiquées dans le dossier en date du 25 octobre 2012.

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- le plan d'eau 2a est à vocation écologique et doit être sans relation avec la Saône,
- les berges du plan d'eau doivent être pourvues d'une ceinture végétale,
- les zones de refuge et d'alimentation pour la faune et en particulier pour les oiseaux, doivent être favorisées,
- le tracé des berges doit avoir des formes arrondies avec des zones de berges à pente faible,
- les terrains doivent être nettoyés et toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site doivent être supprimées,
- les travaux de réaménagement du plan d'eau ne peuvent être réalisés qu'avec des boues issues de l'installation de traitement exploitée par la société C2B située à Epervans. Le caractère inerte de ces boues doit être vérifié de façon régulière. Une analyse complète (lixiviation) est à réaliser au moins une fois par an. Les résultats de ces analyses sont adressés à l'inspection des installations classées avec tous les commentaires nécessaires.

Le phasage des travaux de réaménagement doit respecter le sens de progression du plan joint en annexe.

Le dossier de remise en état complet de la carrière comprenant notamment un récolement avec les dispositions réglementaires doit être transmis à la préfecture dans un délai de 5 ans.

ARTICLE 3 – GARANTIES FINANCIERES

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2001 sont remplacées par les dispositions suivantes:

3.1 - Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

3.2 - Le montant des garanties financières est fixé à 243 912 € jusqu'à la remise en état complète de la carrière actée par le procès-verbal de récolement prévu à l'article R512-39-3 du code de l'environnement.

3.3 - Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

3.4 - Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 de ce code. Conformément à l'article L514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 4 – SUIVI DE LA NAPPE PHREATIQUE

Les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2001 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Des relevés piézométriques et des analyses de l'eau de la nappe sont effectués semestriellement (un relevé en période de hautes eaux et un relevé en période de basses eaux) à partir d'un réseau de surveillance composé de 3 piézomètres (un en amont et deux en aval).

Les analyses portent sur les composés suivants :

- | | |
|-------------------------|----------------------------|
| - hydrocarbures totaux, | - pH, |
| - fer dissous, | - carbone organique total, |
| - manganèse dissous, | - température, |
| - nitrates, | - potentiel rédox, |
| - phosphates, | - conductivité, |
| - ammoniacque, | - oxygène dissous |

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Les résultats commentés de ces analyses et des mesures de niveau sont adressés une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

ARTICLE 5 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 6 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être contesté auprès du tribunal administratif de Dijon:

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 7 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

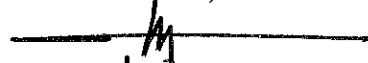
ARTICLE 8 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire d'Ouroux-sur-Saône, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental des territoires à MACON,
- Mme la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé à MACON,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours à MACON,
- M. le directeur du service interministériel de défense et de protection civile à MACON,
- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à MACON

Mâcon le - 1 AOUT 2013

Le Préfet,



Fabien SUDRY